

Rapport financier 2011

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Hampstead

Code géographique : 66062

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Armin Klaus, atteste la véracité du rapport financier

de Hampstead pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.
(Nom de l'organisme)

Date 2012-06-22 Signature _____

Dernière modification : 2012-06-29 13:26:37

Réservé au ministère

11 763 105	454 539	19 323 495	1,2299
------------	---------	------------	--------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'appliquent pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Hampstead, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2011, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Hampstead au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Hampstead inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. 107797

DATE 2012-06-22

Dernière modification : 2012-06-29 13:26:37

Réservé au ministère

11 763 105	454 539	19 323 495	1,2299
------------	---------	------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2012-06-29 13:26:37

Réservé au ministère

11 763 105	454 539	19 323 495	1,2299
------------	---------	------------	--------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011		Réalisations 2011		Réalisations 2010
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	19 222 508	19 323 495		19 323 495	18 823 567
Paiements tenant lieu de taxes	2	30 000	114 861		114 861	111 870
Quotes-parts	3					
Transferts	4	300 000	491 253		491 253	359 451
Services rendus	5	582 660	600 548		600 548	546 232
Imposition de droits	6	974 000	886 799		886 799	1 379 516
Amendes et pénalités	7	250 000	233 411		233 411	231 043
Intérêts	8	140 200	185 423		185 423	141 381
Autres revenus	9		248 677		248 677	44 094
	10	21 499 368	22 084 467		22 084 467	21 637 154
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13		101 930		101 930	1 703 400
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15					3 450
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17		101 930		101 930	1 706 850
	18	21 499 368	22 186 397		22 186 397	23 344 004
Charges						
Administration générale	19	12 365 864	4 397 785	59 483	4 457 268	4 958 413
Sécurité publique	20	821 889	4 628 672	26 657	4 655 329	5 005 070
Transport	21	3 114 831	5 036 447	502 850	5 539 297	5 424 982
Hygiène du milieu	22	1 199 253	2 732 818	531 280	3 264 098	2 169 108
Santé et bien-être	23		124 728		124 728	107 430
Aménagement, urbanisme et développement	24	210 151	386 751	4 994	391 745	303 195
Loisirs et culture	25	2 255 334	2 535 644	91 252	2 626 896	2 604 507
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	496 867	672 497		672 497	754 240
Amortissement des immobilisations	28	1 226 300	1 216 516	(1 216 516)		
	29	21 690 489	21 731 858		21 731 858	21 326 945
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(191 121)	454 539		454 539	2 017 059

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		2011		2010
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(191 121)	454 539	2 017 059
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 101 930 ) (	1 706 850)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(191 121)	352 609	310 209
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	1 226 300	1 216 516	1 217 525
Produit de cession	5			145 869
(Gain) perte sur cession	6			(6 530)
Réduction de valeur	7			
	8	1 226 300	1 216 516	1 356 864
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		9 843	6 968
	15		9 843	6 968
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		299 000	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 325 179 ) (	1 202 600 ) (	1 146 500)
	18	(1 325 179)	(903 600)	(1 146 500)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	( 454 380 ) (	331 767)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	290 000	150 000	
Excédent de fonctionnement affecté	21		290 000	200 000
Réserves financières et fonds réservés	22		2 361	16 547
Montant à pourvoir dans le futur	23		(61 420)	119 364
Financement des investissements en cours	24			
	25	290 000	(73 439)	4 144
	26	191 121	249 320	221 476
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		601 929	531 685

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		101 930	1 706 850
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(90 000)	(39 063)	(69 985)
Sécurité publique	3	(25 000)	(29 299)	(42 887)
Transport	4	(1 380 000)	(760 171)	(290 337)
Hygiène du milieu	5	(485 750)	(233 441)	(2 243 042)
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(77 000)	()	(4 957)
Loisirs et culture	8	(75 000)	(120 841)	(163 408)
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	(2 132 750)	(1 182 815)	(2 814 616)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	()	(18 949)	(13 643)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		1 084 792	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		454 380	331 767
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		350 000	250 000
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		167 303	
	18		971 683	581 767
	19	(2 132 750)	854 711	(2 246 492)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 132 750)	956 641	(539 642)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	5 214 254	4 870 728	5 048 114
Charges sociales	2	1 452 569	1 370 815	1 506 837
Biens et services	3	3 849 998	4 185 070	3 694 711
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	496 867	511 997	566 240
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		160 500	188 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	9 450 501	9 416 232	9 105 518
Autres	10			
Autres organismes	11			
Amortissement des immobilisations	12	1 226 300	1 216 516	1 217 525
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	21 690 489	21 731 858	21 326 945

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010
Revenus				
Taxes	1	19 222 508	19 323 495	18 823 567
Paiements tenant lieu de taxes	2	30 000	114 861	111 870
Quotes-parts	3			
Transferts	4	300 000	593 183	2 062 851
Services rendus	5	582 660	600 548	546 232
Imposition de droits	6	974 000	886 799	1 379 516
Amendes et pénalités	7	250 000	233 411	231 043
Intérêts	8	140 200	185 423	141 381
Autres revenus	9		248 677	47 544
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	21 499 368	22 186 397	23 344 004
Charges				
Administration générale	12	12 446 864	4 457 268	4 958 413
Sécurité publique	13	849 189	4 655 329	5 005 070
Transport	14	3 640 731	5 539 297	5 424 982
Hygiène du milieu	15	1 700 153	3 264 098	2 169 108
Santé et bien-être	16		124 728	107 430
Aménagement, urbanisme et développement	17	217 151	391 745	303 195
Loisirs et culture	18	2 339 534	2 626 896	2 604 507
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	496 867	672 497	754 240
	21	21 690 489	21 731 858	21 326 945
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(191 121)	454 539	2 017 059
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		11 308 566	9 291 507
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		11 308 566	9 291 507
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		11 763 105	11 308 566

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(191 121)	454 539	2 017 059
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	2 132 750 ) (	1 182 815 ) (	2 814 616)
Produit de cession	3			145 869
Amortissement	4	1 226 300	1 216 516	1 217 525
(Gain) perte sur cession	5			(6 530)
Réduction de valeur	6			
	7	(906 450)	33 701	(1 457 752)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		16 760	
Variation des autres actifs non financiers	10		4 285	(4 285)
	11		21 045	(4 285)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(1 097 571)	509 285	555 022
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(11 675 170)	(12 230 192)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(11 675 170)	(12 230 192)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(11 165 885)	(11 675 170)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	3 856 120	3 212 831
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	1 985 341	3 371 761
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	27 435	18 329
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	5 868 896	6 602 921
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	2 964 825	5 229 759
Revenus reportés (note 11)	13	44 033	50 993
Dette à long terme (note 12)	14	13 518 923	12 567 039
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	507 000	430 300
	16	17 034 781	18 278 091
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(11 165 885)	(11 675 170)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	22 733 470	22 767 171
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20	195 520	212 280
Autres actifs non financiers (note 15)	21		4 285
	22	22 928 990	22 983 736
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	11 763 105	11 308 566
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 454 539	2 017 059
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	2 1 216 516	1 217 525
Autres		
- Gain/Perte sur disposition	3	(6 530)
- Provision pour moins-value	4 9 843	6 968
	5 1 680 898	3 235 022
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	6 1 386 420	(2 513 389)
Autres actifs financiers	7	
Créditeurs et charges à payer	8 (2 264 934)	1 235 369
Revenus reportés	9 (6 960)	(5 538)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10 76 700	179 400
Propriétés destinées à la revente	11	
Stocks de fournitures	12 16 760	
Autres actifs non financiers	13 4 285	(4 285)
	14 893 169	2 126 579
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition	15 (1 182 815)	(2 814 616)
Produit de cession	16	145 869
	17 (1 182 815)	(2 668 747)
Activités de placement		
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales		
Émission ou acquisition	18 (18 949)	(13 643)
Remboursement ou cession	19	
Variation nette des placements temporaires	20	
Variation nette des autres placements à long terme	21	
	22 (18 949)	(13 643)
Activités de financement		
Émission de dettes à long terme	23 2 201 000	
Remboursement de la dette à long terme	24 (1 202 600)	(1 146 500)
Variation nette des emprunts temporaires	25	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26 (46 516)	20 547
Autres		
-	27	
-	28	
	29 951 884	(1 125 953)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30 643 289	(1 681 764)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31 3 212 831	4 894 595
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32 3 856 120	3 212 831

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

1. Statut de l'organisme municipal

Décret 971-2005, 19 octobre 2005.

Concernant la reconstitution de la Ville de Hampstead

Le 1er janvier 2002, a été constituée de la Ville de Montréal par l'entrée en vigueur de l'article 1 et de l'annexe 1 de la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines;

Le territoire de cette ville comprend notamment celui de l'ancienne Ville de Hampstead; conformément à la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités, un scrutin référendaire a été tenu le 20 juin 2004 dans le secteur de la ville correspondant au territoire de l'ancienne Ville de Hampstead sur l'éventualité de reconstituer cette ancienne municipalité;

Que la réponse donnée par les personnes habiles à voter à la question référendaire a été réputée affirmative au sens de l'article 43 de cette loi;

Que par le décret numéro 596-2004 du 21 juin 2004, le gouvernement a, conformément à l'article 51 de cette loi, constitué un comité de transition pour participer, avec les administrateurs et les employés de la ville, et, le cas échéant, avec les personnes élues par anticipation dans la municipalité reconstituée, à l'établissement des conditions les plus aptes à faciliter la transition entre les administrations municipales successives;

En vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, de décréter la reconstitution de la Ville de Hampstead, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions, à compter du 1er janvier 2006, aux conditions suivantes:

-La Ville de Hampstead est une municipalité locale régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C.-19).

-Le territoire de la municipalité est celui dont la description, a été faite par le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs le 2 février 2005.

-La première séance du conseil de la municipalité s'est tenue au centre communautaire Irving L. Adessky, situé au 30, rue Lyncroft.

-La municipalité est réputée avoir obtenu une reconnaissance en vertu du deuxième alinéa de l'article 29.1 de la Charte de la langue française.

-Dès sa constitution, la municipalité succède, à l'égard de son territoire, aux droits et obligations de la Ville de Montréal reliés à une compétence autre que d'agglomération; tous les actes accomplis par la ville à leur égard sont réputés être des actes de la municipalité. Elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance à laquelle était partie, avant la constitution de la Ville, l'ancienne Ville de Hampstead.

Les règlements, résolutions ou autres actes de la ville, en tant qu'ils sont, immédiatement avant la reconstitution de la ville, applicables sur tout ou partie du territoire décrit en annexe et qu'ils sont reliés à une compétence visée au premier alinéa, sont réputés être des règlements, résolutions et actes de la municipalité.

Les deux premiers alinéas s'appliquent sous réserve de toute disposition de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ou du décret concernant l'agglomération de Montréal pris en vertu de l'article 135 de cette loi.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable et partenariat

La ville ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	10, 20, 30 et 40 ans
Véhicules	3, 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	4, 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

E) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : méthode de répartition des prestations constituées, à partir des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2011 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

F) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2021.

G) Autres éléments

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	503 419	742 613
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 052 098	1 001 133
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	60 982	1 046 986
Organismes municipaux	8	3 823	1 368
Autres			
- Droits de mutation	9	297 265	506 649
- Intérêts courus et autres	10	67 754	73 012
	11	1 985 341	3 371 761
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	817 208	
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	817 208	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	16		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	27 435	18 329
Autres placements	23		
	24	27 435	18 329
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(507 000)	(430 300)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(507 000)</u>	<u>(430 300)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	514 300	588 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	25 443	35 164
	33	<u>539 743</u>	<u>623 164</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	378 992	3 000 958
Salaires et avantages sociaux	38	1 428 710	1 250 687
Dépôts et retenues de garantie	39	582 041	555 212
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvenement du Québec	42	36 376	3 666
- Organismes municipaux	43	53 772	217 131
- Intérêts courus sur la dette	44	77 558	97 592
- Autres courus et passifs	45	12 700	104 513
- Action légale/ réclm.assur.	46	394 676	
	47	<u>2 964 825</u>	<u>5 229 759</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	5 425	
Autres			
- Excédent actuariel CARRA	50	36 383	45 051
- Inscriptions-loisirs	51	2 225	5 942
	52	<u>44 033</u>	<u>50 993</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

						2011	2010
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	4,99	2017	2031	53	13 571 800	12 573 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55		
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		
					59	13 571 800	12 573 400
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(52 877)	(6 361)
					61	13 518 923	12 567 039

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme			Total 2011	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2012	62	70	811 900	78	87	95	811 900
2013	63	71	775 700	79	88	96	775 700
2014	64	72	809 400	80	89	97	809 400
2015	65	73	845 000	81	90	98	845 000
2016	66	74	881 700	82	91	99	881 700
2017 et +	67	75	9 448 100	83	92	100	9 448 100
	68	76	13 571 800	84	93	101	13 571 800
Intérêts et frais accessoires				85		102	
	69	77	13 571 800	86	94	103	13 571 800

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

13. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104		132		159		186	
Eaux usées	105		133		160		187	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	11 231 480	134	699 346	161		188	11 930 826
Autres	107	19 754 337	135	2 655 088	162		189	22 409 425
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	2 245 815	137	36 233	164		191	2 282 048
Améliorations locatives	110		138		165		192	
Véhicules	111	3 298 552	139	56 688	166		193	3 355 240
Ameublement et équipement de bureau	112	1 408 612	140	27 277	167		194	1 435 889
Machinerie, outillage et équipement divers	113	1 998 390	141	40 400	168		195	2 038 790
Terrains	114	1 132 102	142		169		196	1 132 102
Autres	115	190 642	143		170		197	190 642
	116	<u>41 259 930</u>	144	<u>3 515 032</u>	171		198	<u>44 774 962</u>
Immobilisations en cours	117	<u>2 527 802</u>	145	<u>(2 332 217)</u>	172		199	<u>195 585</u>
	118	<u>43 787 732</u>	146	<u>1 182 815</u>	173		200	<u>44 970 547</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119		147		174		201	
Eaux usées	120		148		175		202	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	5 522 289	149	250 264	176		203	5 772 553
Autres	122	10 272 674	150	563 490	177		204	10 836 164
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	1 048 463	152	61 034	179		206	1 109 497
Améliorations locatives	125		153		180		207	
Véhicules	126	1 790 475	154	138 873	181		208	1 929 348
Ameublement et équipement de bureau	127	1 268 650	155	46 855	182		209	1 315 505
Machinerie, outillage et équipement divers	128	1 074 455	156	138 470	183		210	1 212 925
Autres	129	43 555	157	17 530	184		211	61 085
	130	<u>21 020 561</u>	158	<u>1 216 516</u>	185		212	<u>22 237 077</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>22 767 171</u>					213	<u>22 733 470</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217		219		221	
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>					223	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	
Note		
<hr/>		
15. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	230	4 285
Frais reportés		
-	231	
-	232	
	233	4 285
Note		
<hr/>		
16. Obligations contractuelles		
Collecte et transport des déchets / résidus verts		
<p>La ville s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée d'un an échéant en décembre 2011 incluant une clause pour quatre options de renouvellement d'une année. La ville s'est prévalu de cette clause et a renouvelé le contrat pour l'année 2012 pour la collecte, le transport des déchets et résidus verts. Le montant net à verser relativement à ce contrat au cours du prochain exercice s'élève à 144 595\$.</p>		
Collecte sélective des matières secondaires recyclables		
<p>La ville s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée de deux ans et trois mois échéant en mars 2012 pour la collecte sélective, le transport et la disposition régulière des matières secondaires recyclables avec deux options de renouvellement, pour un coût total annuel n'excédant pas 82 269\$ taxes incluses.</p>		
17. Éventualités		
a) Cautionnement et garantie		
S.O.		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à plus de 326 512\$ ont été entreprises contre la ville. La majorité de ces réclamations a été transmise aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques. Une provision de 326 512\$, représentant principalement les franchises à payer par la ville, a été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations à un montant supérieur au montant provisionné, la franchise et/ou réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Une autre cause concernant la RIDGIM est actuellement devant les tribunaux. La quote-part de la ville a été évaluée à 68 164\$ et a été enregistrée aux livres.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

20. Autres notes

Soldes compensatoires à la banque

Suite à une entente signée avec l'institution financière dans le but de réduire les frais bancaires, un solde compensatoire de 125 000\$ doit être maintenu dans un compte distinct, sans intérêt. Dans le cas où le solde compensatoire de 125 000\$ ne serait pas maintenu, des frais seront perçus sur le solde manquant selon le taux de base moyen mensuel de la banque. Cette entente, d'une durée de trois ans vient à échéance le 31 décembre 2013.

Facilité de crédit

La ville a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes de 1 000 000 \$, portant intérêt au taux de base. Au 31 décembre 2011, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

États financiers

À des fins de comparaison avec les réalisations de l'année 2011, certaines données des réalisations de l'année 2010 ont été reclassées.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (13 517) ()	(39 177)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (321 840) ()	(357 600)
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 (335 357) ()	(396 777)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51	
Investissements à financer	52 (24 669) ()	(824 401)
	53 (24 669)	(824 401)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 22 733 470	22 767 171
Propriétés destinées à la revente	55	
Prêts	56	
Placements à titre d'investissement	57 27 435	18 329
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59 22 760 905	22 785 500
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 13 518 923	12 567 039
Frais reportés liés à la dette à long terme	61 52 877	6 361
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (817 208) ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 () ()	()
	64 12 754 592	12 573 400
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65	
	66 12 754 592	12 573 400
	67 10 006 313	10 212 100

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La description du Régime de retraite des employés de la Ville de Hampstead fournie ci-dessous ne constitue qu'un résumé. Pour une information complète, on devra se référer au texte du règlement numéro 757 (incluant les amendements s'y référant) qui constitue le règlement officiel de ce régime de retraite.

Entrée en vigueur

Le Régime de retraite pour les employés de la Ville de Hampstead est entré en vigueur le 1er janvier 1982. Avant cette date, les employés participaient à un régime établi le 1er octobre 1958 et capitalisé au moyen de plusieurs contrats collectifs de rente émis par Standard Life. Toutes les prestations accumulées pour le service antérieur au 1er janvier 1982 continuent d'être régies par ces contrats et les règlements de la Ville applicables, et sont assurés par les fonds généraux de Standard Life. Toutefois, le service des participants antérieur au 1er janvier 1982 est reconnu aux fins de l'admissibilité aux prestations de même que dans le calcul des prestations de retraite prévues au Régime, lorsque applicable.

Admissibilité et adhésion

L'employé qui n'a pas dépassé la date de sa retraite normale et qui a été engagé le 1er janvier 1992 ou par la suite doit adhérer au Régime le premier jour de l'année civile s'il :

- a gagné un salaire d'au moins 35 % du MAGA ou
- a travaillé pour la Ville pendant au moins 700 heures.

Cotisations

Chaque participant est tenu de cotiser jusqu'à sa retraite normale, ou jusqu'à sa cessation d'emploi si elle survient plus tôt un montant annuel égal à 4,5 % de son salaire jusqu'à concurrence du Maximum Annuel des Gains Admissibles (MAGA) plus 6 % de son salaire en excédant du MAGA, le cas échéant. Cependant, les cotisations du participant, au cours d'un exercice donné, ne doivent pas excéder le plafond prescrit par la Loi de l'impôt sur le revenu pour cet exercice.

Date de retraite normale

a) L'âge normal de retraite d'un participant désigné par la Ville comme un employé de la division 2 (les pompiers, les travailleurs manuels ou d'officier de sécurité publique) est de 60 ans, alors qu'il est de 65 ans pour les employés de la division 3 (personnel administratif).

b) Un participant peut prendre sa retraite à tout moment dans les 10 années précédant son âge normal de retraite.

c) Le participant qui n'est pas désigné par la Ville à titre de pompier et qui demeure au service de la Ville au delà de la date de sa retraite normale peut prendre sa retraite après sa date de retraite normale conformément aux règles établies par l'employeur et à la Loi.

Rente de retraite normale

a) Pour le service décompté avant le 1er janvier 1988
Un participant qui prend sa retraite à partir du 1er novembre 2001 et qui a des années de

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

service décomptées avant le 1er janvier 1988 recevra une rente annuelle égale à l'excédent, le cas échéant, de i) sur ii) ci-dessous :

i) 1,4 % de son salaire 2001 jusqu'à concurrence du MAGA 2001, plus 2 % de son salaire 2001 qui excède le MAGA 2001, le cas échéant, pour chaque année de service décomptée antérieure au 1er janvier 1988;

ii) la rente annuelle payable en vertu du régime antérieur à la date de sa retraite normale.

b) Pour le service décompté du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1999

Un participant qui prend sa retraite à partir du 1er janvier 2000 recevra une rente annuelle égale à 1,65 % de ses gains annuels moyens au cours de ses derniers 60 mois de service continu jusqu'à la moyenne du MAGA des 5 dernières années, plus 2 % de ses gains annuels moyens en excédant du MAGA moyen, le cas échéant, pour chaque année de service décomptée du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1999.

c) Pour le service décompté à compter du 1er janvier 2000

Un participant qui prend sa retraite à partir du 1er janvier 2000 recevra une rente annuelle égale à 1,4 % de ses gains annuels moyens au cours de ses derniers 60 mois de service continu jusqu'à la moyenne du MAGA des 5 dernières années, plus 2 % de ces gains annuels moyens en excédant du MAGA moyen, le cas échéant, pour chaque année de service décomptée à compter du 1er janvier 2000.

d) Prestation de raccordement

Chaque participant qui prend sa retraite anticipée ou normale à partir du 1er janvier 2000 a droit à une prestation de raccordement jusqu'à la date du versement qui précède le 65^e anniversaire de naissance du participant. La prestation de raccordement correspond à 0,6 % de ses gains moyens au cours de ses derniers 60 mois de service continu jusqu'à la moyenne du MAGA des 5 dernières années pour chaque année de service décomptée à partir du 1er janvier 1988.

Rente maximale

La rente viagère annuelle payable au participant à la retraite ou en cas de décès, ne doit pas excéder le produit des années de service décomptées du participant et du moindre des montants suivants :

a) 1 722,22 \$ ou tout montant supérieur permis en vertu de la Loi de l'Impôt sur le Revenu; et

b) 2 % de la rémunération moyenne la plus élevée pour 3 années consécutives.

Date de retraite anticipée

Un participant qui prend sa retraite à partir du 1er janvier 2000, mais avant son âge normal de retraite est admissible à une pension non réduite à compter de la date la plus tardive entre son cinquante-septième (57^{ième}) anniversaire de naissance et la date à laquelle la somme de l'âge et des années de service décomptées aurait atteint quatre-vingts (80).

Prestations de décès

a) Après le début du service de la rente

La rente de retraite décrite est maintenue jusqu'à ce qu'un total de 60 versements mensuels ait été effectué, y compris les paiements effectués avant et après le décès du participant.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Un participant ayant un conjoint à la date à laquelle le versement de sa rente commence est réputé avoir choisi de recevoir, au lieu du mode normal de la rente prévu selon les dispositions du Régime, une rente réduite par équivalence actuarielle et comportant une réversion de 60 % de la rente au conjoint suite au décès du participant.

b) Avant le début du service de la rente

1) Pour le service après 1989

i) Valeur

La valeur actualisée de la rente différée que le participant a accumulée à l'égard des années de service décomptées à partir du 1er janvier 1990.

ii) Paiement

La prestation de décès est payable en une somme globale au conjoint du participant. S'il n'y a pas de conjoint survivant, la prestation de décès est payable en un seul versement au bénéficiaire désigné par le participant.

2) Pour le service avant 1990

Remboursement des cotisations obligatoires que le participant a versées au Régime et au régime antérieur avant le 1er janvier 1990, majorées de l'intérêt crédité.

3) Après l'âge normal de retraite

Le conjoint est admissible à une rente d'une valeur au moins égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

i) la valeur de la rente en vertu 1)i) et 2) ci-dessus; et

ii) la valeur de la rente à laquelle le conjoint aurait eu droit si le participant avait pris sa retraite la veille de son décès.

Prestations de cessation d'emploi

Le participant qui met fin à sa participation active au Régime pour toute autre raison que son décès ou sa retraite a droit à une rente différée qui commence à lui être versée à la date de sa retraite normale. Il peut choisir de recevoir sa rente en tout temps dans les 10 ans précédant sa date de retraite normale, sous réserve d'une réduction actuarielle.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (430 300)	(250 900)
Charge de l'exercice	5 (514 300)	(588 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 437 600	408 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(507 000)</u>	<u>(430 300)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 17 293 800	16 974 900
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (18 776 000)	(18 007 500)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (1 482 200)	(1 032 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 975 200	602 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (507 000)	(430 300)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(507 000)</u>	<u>(430 300)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 17 293 800	16 974 900
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (18 776 000)	(18 007 500)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(1 482 200)</u>	<u>(1 032 600)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 456 200	462 200
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 456 200	462 200
Cotisations salariales des employés	22 (176 900)	(180 200)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 279 300	282 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 74 500	118 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 353 800	400 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 1 113 900	1 059 200
Rendement espéré des actifs	34 (953 400)	(871 200)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 160 500	188 000
Charge de l'exercice	36 <u>514 300</u>	<u>588 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 458 600	1 453 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (953 400)	(871 200)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (494 800)	582 200
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 47 400	107 800
Prestations versées au cours de l'exercice	41 754 200	724 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2011	2010
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2011	2010
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2011	2010
Cotisations des élus au RREM 95	4 978	7 898
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	16 775	26 618
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	8 668	8 546
98	25 443	35 164

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	13 571 800
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	24 669
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	817 208
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
-	11	
-	12	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	12 779 261
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	
Endettement net à long terme	15	12 779 261
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	145 271
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	12 924 532
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	9 092 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	22 016 532
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

TAXES		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	18 688 508	18 697 739	18 311 506
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	18 688 508	18 697 739	18 311 506
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	534 000	520 276	512 061
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-Bac à déchets	14		105 480	
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	534 000	625 756	512 061
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	534 000	625 756	512 061
	26	19 222 508	19 323 495	18 823 567

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	30 000	114 861
	35	30 000	114 861
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
Biens culturels classés	39		
	40		
	41	30 000	114 861
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	30 000	114 861
			111 870

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	157 423	163 176
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	50 000	66 247
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	32 460	
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	7 862	
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89	1 000	
Réseau d'électricité	90		
	91	50 000	242 946
		264 992	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	101 930	1 703 400
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	101 930	1 703 400

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	250 000	226 261	116 505
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	250 000	226 261	116 505
TOTAL DES TRANSFERTS	140	300 000	593 183	2 062 851

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

SERVICES RENDUS	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité			
	181		
	182		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183			
Sécurité publique	184			
Transport				
Réseau routier	185	2 000	5 462	1 438
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191			
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193			
Loisirs et culture	194	580 660	595 086	544 794
Réseau d'électricité	195			
	196	582 660	600 548	546 232
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	582 660	600 548	546 232
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	165 000	134 535	165 889
Droits de mutation immobilière	199	800 000	751 514	1 211 152
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201	9 000	750	2 475
	202	974 000	886 799	1 379 516
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	250 000	233 411	231 043
INTÉRÊTS	204	140 200	185 423	141 381
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			6 530
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211		248 677	41 014
	212		248 677	47 544

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations 2011		Total	Réalizations 2010
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	204 100	224 382		224 382	237 827
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	1 273 204	1 874 495	53 007	1 927 502	1 153 206
Greffe	4	195 853	200 144	3 769	203 913	204 546
Évaluation	5		89 256		89 256	106 759
Gestion du personnel	6	366 371	364 428		364 428	351 353
Autres	7	10 326 336	1 645 080	2 707	1 647 787	2 904 722
	8	12 365 864	4 397 785	59 483	4 457 268	4 958 413
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9		2 399 256		2 399 256	2 609 357
Sécurité incendie	10		1 347 022		1 347 022	1 518 640
Sécurité civile	11	821 889	821 639	26 657	848 296	842 376
Autres	12		60 755		60 755	34 697
	13	821 889	4 628 672	26 657	4 655 329	5 005 070
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 919 584	1 903 751	257 887	2 161 638	1 999 359
Enlèvement de la neige	15	912 083	816 704	30 469	847 173	779 491
Éclairage des rues	16	206 622	238 979	7 480	246 459	265 445
Circulation et stationnement	17	53 319	62 015	18 972	80 987	101 558
Transport collectif						
Transport en commun	18		1 969 355		1 969 355	2 034 640
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	23 223	45 643	188 042	233 685	244 489
	22	3 114 831	5 036 447	502 850	5 539 297	5 424 982

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	<u>Budget 2011</u>		<u>Réalisations 2011</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2010</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23		1 170 025		1 170 025	159 011
Réseau de distribution de l'eau potable	24	545 593	388 802	192 865	581 667	490 403
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	113 673	60 993	308 733	369 726	424 845
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27		297 353	1 116	298 469	436 764
Élimination	28		177 441		177 441	57 915
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29		83 090	12 312	95 402	92 407
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	501 964	116 142		116 142	
Autres	34					
Plan de gestion	35		343 102		343 102	419 027
Autres	36		6 837		6 837	
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38		27 022	7 861	34 883	27 265
Autres	39	38 023	62 011	8 393	70 404	61 471
	40	1 199 253	2 732 818	531 280	3 264 098	2 169 108
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41		115 721		115 721	101 202
Sécurité du revenu	42					
Autres	43		9 007		9 007	6 228
	44		124 728		124 728	107 430
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	210 151	273 748	3 064	276 812	187 390
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47		24 566	1 930	26 496	29 509
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48		87 618		87 618	84 517
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51		819		819	1 779
	52	210 151	386 751	4 994	391 745	303 195

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Budget 2011	Réalisations 2011			Réalisations 2010
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	694 056	701 861	17 093	718 954	680 733
Patinoires intérieures et extérieures	54	171 580	171 436	1 304	172 740	170 947
Piscines, plages et ports de plaisance	55	143 461	154 882	4 470	159 352	149 270
Parcs et terrains de jeux	56	1 138 029	1 034 107	52 067	1 086 174	1 104 703
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	26 487	126 149	16 318	142 467	149 453
	60	2 173 613	2 188 435	91 252	2 279 687	2 255 106
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	10 000	6 205		6 205	7 447
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	71 721	341 004		341 004	341 954
	66	81 721	347 209		347 209	349 401
	67	2 255 334	2 535 644	91 252	2 626 896	2 604 507
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	496 867	496 969		496 969	545 693
Autres frais	70		15 028		15 028	20 547
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		160 500		160 500	188 000
Autres	72					
	73	496 867	672 497		672 497	754 240
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	1 226 300	1 216 516	(1 216 516)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville de Hampstead (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. 107797

DATE 2012-06-22

Dernière modification : 2012-06-29 13:26:37

Réservé au ministère

11 763 105	454 539	19 323 495	1,2299
------------	---------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		19 323 495
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		<hr/> 19 323 495

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1		19 323 495
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		19 323 495
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		19 323 495

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2011 ²	1	1 569 889 801
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2011 ²	2	1 572 331 301
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	1 571 110 551

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	19 323 495
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	1 571 110 551
Taux global de taxation réel de 2011	6	| 1 | , | 2 | 2 | 9 | 9 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2011 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2011 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations 2011	Réalizations 2010
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	323 000	226 666	2 129 611
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	107 750	3 416	113 431
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 000 000	699 346	42 978
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Système d'éclairage des rues	8	135 000	8 986	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	75 000	83 803	128 856
Autres infrastructures	11	130 000		
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	20 000	36 233	12 161
Édifices communautaires et récréatifs	14			14 842
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	125 000	56 688	257 026
Ameublement et équipement de bureau	18		27 277	70 613
Machinerie, outillage et équipement divers	19	50 000	40 400	37 098
Terrains	20			
Autres	21	167 000		8 000
	22	2 132 750	1 182 815	2 814 616

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		226 666	2 129 611
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		3 416	113 431
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27			
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30			
	31		230 082	2 243 042

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	12 573 400	2 201 000	1 202 600	13 571 800
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	12 573 400	2 201 000	1 202 600	13 571 800
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres					
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	10				
De la municipalité (Société de transport en commun)	11	12 573 400	1 383 792	1 202 600	12 754 592
	12				
	13	12 573 400	1 383 792	1 202 600	12 754 592
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises					
	14		817 208		817 208
Organismes municipaux	15				
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18		817 208		817 208
Prêts					
	19				
	20		817 208		817 208
	21	12 573 400	2 201 000	1 202 600	13 571 800
Dettes en cours de refinancement	22	()			()
	23	12 573 400	2 201 000	1 202 600	13 571 800

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2		89 256	106 759
Autres	3	9 450 501	1 505 283	1 685 066
Sécurité publique				
Police	4		2 399 256	2 609 357
Sécurité incendie	5		1 347 022	1 518 640
Sécurité civile	6		4 913	6 228
Autres	7		60 755	34 697
Transport				
Réseau routier	8		5 732	6 228
Transport collectif	9		1 969 355	2 034 640
Autres	10		38 486	37 366
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11		999 440	
Matières résiduelles	12		343 102	419 027
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14		27 022	19 572
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16		115 721	101 202
Autres	17		9 007	6 228
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18		11 464	15 124
Rénovation urbaine	19		24 566	27 579
Promotion et développement économique	20		87 618	84 517
Autres	21		819	1 779
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22		110 546	118 324
Activités culturelles	23		266 869	273 185
Réseau d'électricité				
	24			
	25	9 450 501	9 416 232	9 105 518

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	19,29	35,00	1 480 328	482 930	1 963 258
Professionnels	2					
Cols blancs	3	31,44	35,00	1 252 687	303 101	1 555 788
Cols bleus	4	40,98	36,00	2 000 877	558 120	2 558 997
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	91,71		4 733 892	1 344 151	6 078 043
Élus	9	7,00		136 836	26 664	163 500
	10	98,71		4 870 728	1 370 815	6 241 543

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11			
Réseau de distribution de l'eau potable	12		101 930	101 930
Traitement des eaux usées	13			
Réseaux d'égout	14			

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	89 256	28		54	89 256	80		106	89 256	132
Autres	3	4 308 529	29	59 483	55	4 368 012	81		107	4 368 012	133 85 446
	4	4 397 785	30	59 483	56	4 457 268	82		108	4 457 268	134 85 446
Sécurité publique											
Police	5	2 399 256	31		57	2 399 256	83		109	2 399 256	135
Sécurité incendie	6	1 347 022	32		58	1 347 022	84		110	1 347 022	136
Sécurité civile	7	821 639	33	26 657	59	848 296	85		111	848 296	137 38 961
Autres	8	60 755	34		60	60 755	86		112	60 755	138
	9	4 628 672	35	26 657	61	4 655 329	87		113	4 655 329	139 38 961
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 903 751	36	257 887	62	2 161 638	88	5 462	114	2 156 176	140 133 291
Enlèvement de la neige	11	816 704	37	30 469	63	847 173	89		115	847 173	141 44 873
Autres	12	300 994	38	26 452	64	327 446	90		116	327 446	142 11 110
Transport collectif	13	1 969 355	39		65	1 969 355	91		117	1 969 355	143
Autres	14	45 643	40	188 042	66	233 685	92		118	233 685	144 79 155
	15	5 036 447	41	502 850	67	5 539 297	93	5 462	119	5 533 835	145 268 429
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 170 025	42		68	1 170 025	94		120	1 170 025	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	388 802	43	192 865	69	581 667	95		121	581 667	147 81 152
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148
Réseaux d'égout	19	60 993	45	308 733	71	369 726	97		123	369 726	149 129 946
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	474 794	46	1 116	72	475 910	98		124	475 910	150 461
Matières recyclables	21	199 232	47	12 312	73	211 544	99		125	211 544	151 5 171
Autres	22	349 939	48		74	349 939	100		126	349 939	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	27 022	50	7 861	76	34 883	102		128	34 883	154 3 328
Autres	25	62 011	51	8 393	77	70 404	103		129	70 404	155 3 533
	26	2 732 818	52	531 280	78	3 264 098	104		130	3 264 098	156 223 591

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations	=	Charges		Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
		+				-				
Santé et bien-être										
Logement social	157	115 721	172	187	115 721	202	217	115 721	232	
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233	
Autres	159	9 007	174	189	9 007	204	219	9 007	234	
	160	124 728	175	190	124 728	205	220	124 728	235	
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	273 748	176	3 064	276 812	206	221	276 812	236	1 280
Rénovation urbaine	162	24 566	177	1 930	26 496	207	222	26 496	237	819
Promotion et développement économique	163	87 618	178		87 618	208	223	87 618	238	
Autres	164	819	179		819	209	224	819	239	
	165	386 751	180	4 994	391 745	210	225	391 745	240	2 099
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	2 188 435	181	91 252	2 279 687	211	595 086	1 684 601	241	53 971
Activités culturelles										
Bibliothèques	167	6 205	182		6 205	212	227	6 205	242	
Autres	168	341 004	183		341 004	213	228	341 004	243	
	169	2 535 644	184	91 252	2 626 896	214	595 086	2 031 810	244	53 971
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245	
	171	19 842 845	186	1 216 516	21 059 361	216	600 548	20 458 813	246	672 497

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 182 815	2 814 616
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 182 815	2 814 616

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 487 911	1 475 092
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 487 911	1 475 092
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	601 929	531 685
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(150 000)	
Activités d'investissement	6	(350 000)	(250 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7		(268 866)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	101 929	12 819
Solde à la fin de l'exercice	12	1 589 840	1 487 911
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	290 000	221 134
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	290 000	221 134
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(290 000)	(200 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		268 866
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	(290 000)	68 866
Solde à la fin de l'exercice	22		290 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	539 733	556 280
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	539 733	556 280
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(2 361)	(16 547)
Activités d'investissement	27	(167 303)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	156 909	
	30	(12 755)	(16 547)
Solde à la fin de l'exercice	31	526 978	539 733

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Montant à pourvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	32 (396 777)	(277 413)
Redressement aux exercices antérieurs	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (396 777)	(277 413)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ((35 760))	(123 200)
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 ()	()
	41 ((35 760))	(123 200)
Diminution de l'exercice		
	42 25 660	3 836
	43 61 420	(119 364)
Solde à la fin de l'exercice	44 (335 357)	(396 777)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	45 (824 401)	(284 759)
Redressement aux exercices antérieurs	46	
Solde redressé au début de l'exercice	47 (824 401)	(284 759)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	48 956 641	(539 642)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49	
Excédent de fonctionnement affecté	50	
Réserves financières et fonds réservés	51	
	52 (156 909)	
	53 799 732	(539 642)
Solde à la fin de l'exercice	54 (24 669)	(824 401)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	55 10 212 100	7 601 173
Redressement aux exercices antérieurs	56	
Solde redressé au début de l'exercice	57 10 212 100	7 601 173
Variation de l'exercice	58 (205 787)	2 610 927
Solde à la fin de l'exercice	59 10 006 313	10 212 100

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>300 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>300 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>300 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 241 372	2	3	4 156 909	5	6	7 398 281
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 241 372	16	17	18 156 909	19	20	21 398 281

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011		2010
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Taxes sur la valeur foncière		Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 1 , □ 1 8 6 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 2 1 4 3 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 2 , □ 3 7 2 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	□□□□ , □□	\$
Égout	2	□□□□ , □□	\$
Eau et égout	3	□□□□ , □□	\$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□	\$
Matières résiduelles	5	□□□□ , □□	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 □□□ , □□□□□ %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Tarification de la consommation d'eau	2,1500	7	du 1000 gallons impéri.

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2011	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2011 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2011 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 5569 chemin Queen Mary
 (no) (rue)
 Hampstead H3X 1W5
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 369-8200
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 369-8229
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel aklaus@hampstead.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Armin Klaus

Téléphone (514) 369-8209
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 369-8229
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel aklaus@hampstead.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles, bureau 102
 (no) (rue)
 Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2013

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2011

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2013 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification : 2012-06-29 13:26:37

Réservé au ministère

11 763 105	454 539	19 323 495	1,2299
------------	---------	------------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
(Nom)
de Hampstead pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, déposé lors
(Nom de l'organisme)
de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
(Date)
ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
(Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 454 539 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
à la page S34 ligne 4 est de 19 323 495 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification : 2012-06-29 13:26:37

Réservé au ministère

11 763 105	454 539	19 323 495	1,2299
------------	---------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2011 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus et leurs sociétés de transport en commun)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2011 (page S34 ligne 6)

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2011

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Hampstead

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	21 499 368	22 084 467	21 637 154
Investissement	2		101 930	1 706 850
	3	21 499 368	22 186 397	23 344 004
Charges				
	4	21 690 489	21 731 858	21 326 945
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	(191 121)	454 539	2 017 059
Moins : revenus d'investissement	6	()	(101 930)	(1 706 850)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(191 121)	352 609	310 209
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	1 226 300	1 216 516	1 217 525
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		299 000	
Remboursement de la dette à long terme	10	(1 325 179)	(1 202 600)	(1 146 500)
Affectations				
Activités d'investissement	11	()	(454 380)	(331 767)
Excédent (déficit) accumulé	12	290 000	380 941	335 911
Autres éléments de conciliation	13		9 843	146 307
	14	191 121	249 320	221 476
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		601 929	531 685

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 985 341	3 371 761
Autres	2	3 883 555	3 231 160
	3	5 868 896	6 602 921
Passifs			
Dette à long terme	4	13 518 923	12 567 039
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	507 000	430 300
Autres	6	3 008 858	5 280 752
	7	17 034 781	18 278 091
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(11 165 885)	(11 675 170)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	22 733 470	22 767 171
Autres	10	195 520	216 565
	11	22 928 990	22 983 736
Excédent (déficit) accumulé	12	11 763 105	11 308 566

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	1 589 840	1 487 911
Excédent de fonctionnement affecté			
- Exercice subséquent	14		290 000
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23		290 000
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	526 978	539 733
Montant à pourvoir dans le futur	26	(335 357)	(396 777)
Financement des investissements en cours	27	(24 669)	(824 401)
Investissement net dans les éléments à long terme	28	10 006 313	10 212 100
	29	11 763 105	11 308 566

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	19 222 508	19 323 495	18 823 567
Paievements tenant lieu de taxes	2	30 000	114 861	111 870
Quotes-parts	3			
Transferts	4	300 000	491 253	359 451
Services rendus	5	582 660	600 548	546 232
Autres	6	1 364 200	1 554 310	1 796 034
	7	21 499 368	22 084 467	21 637 154
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		101 930	1 703 400
Autres	11			3 450
	12		101 930	1 706 850
	13	21 499 368	22 186 397	23 344 004

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Budget 2011		Réalizations 2011		Total	Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale						
Évaluation	1		89 256		89 256	106 759
Autres	2	12 365 864	4 308 529	59 483	4 368 012	4 851 654
Sécurité publique						
Police	3		2 399 256		2 399 256	2 609 357
Sécurité incendie	4		1 347 022		1 347 022	1 518 640
Autres	5	821 889	882 394	26 657	909 051	877 073
Transport						
Réseau routier	6	3 091 608	3 021 449	314 808	3 336 257	3 145 853
Transport collectif	7		1 969 355		1 969 355	2 034 640
Autres	8	23 223	45 643	188 042	233 685	244 489
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	659 266	1 619 820	501 598	2 121 418	1 074 259
Matières résiduelles	10	501 964	1 023 965	13 428	1 037 393	1 006 113
Autres	11	38 023	89 033	16 254	105 287	88 736
Santé et bien-être	12		124 728		124 728	107 430
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	210 151	273 748	3 064	276 812	187 390
Promotion et développement économique	14		87 618		87 618	84 517
Autres	15		25 385	1 930	27 315	31 288
Loisirs et culture	16	2 255 334	2 535 644	91 252	2 626 896	2 604 507
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	496 867	672 497		672 497	754 240
Amortissement des immobilisations	19	1 226 300	1 216 516	(1 216 516)		
	20	21 690 489	21 731 858		21 731 858	21 326 945

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3